



En Syrie, cette vaste guerre de l'ombre que l'on a oubliée

Par [Maxime Chaix](#)

Mondialisation.ca, 11 avril 2019

[Le courrier des stratèges](#) 7 avril 2019

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),

[Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Après huit ans de guerre en Syrie, l'opération de la CIA et de ses alliés contre Damas tombe dans l'oubli. Un nouveau livre soutient qu'il faut s'en souvenir et la dénoncer pour ne pas qu'une telle catastrophe ne se reproduise dans d'autres pays.

En Occident, les attaques du 11-Septembre, la malnommée « guerre contre le terrorisme », et la montée en puissance de l'« État Islamique » dans le contexte de la guerre en Syrie ont amené la nébuleuse al-Qaïda au centre du débat public. En effet, depuis bientôt deux décennies, de nombreux spécialistes se sont emparés de cette question, mais en décrivant le plus souvent cette mouvance terroriste comme un obscur réseau uniquement considéré comme un ennemi par les puissances occidentales. Or, s'il est vrai que les armées et les services spéciaux américains et européens combattent différents groupes jihadistes à travers le monde, des composantes majeures de cette nébuleuse furent appuyées et utilisées comme forces paramilitaires dans les guerres secrètes de la CIA [en Afghanistan](#) (1979-1989) et [en Syrie](#) (2011-2017), mais aussi durant les guerres ouvertes de l'OTAN [en Bosnie](#) (1992-1995), [au Kosovo](#) (1999-2000) et [en Libye](#) (2011). Dans le cas plus récent de la campagne de Riyad et d'Abou Dhabi au Yémen, leur coalition [soutenue](#) par Londres, Paris et Washington a [financé](#) et [recruté](#) des centaines de miliciens d'al-Qaïda dans la Péninsule Arabique (AQPA), ce réseau ayant pourtant [revendiqué](#) les attentats de *Charlie Hebdo*. En septembre 2018, le professeur à Sciences Po Paris et ancien diplomate Jean-Pierre Filiu affirma même que Trump soutenait [al-Qaïda au Yémen](#). Dans cet article, il omit de préciser qu'Obama s'était engagé dans le même type de manœuvres durant sa [campagne en Syrie](#) – certes [contraint](#) par ses alliés sunnites et les faucons de son administration. En septembre dernier, son proche conseiller Ben Rhodes finit par admettre que la CIA avait coordonné la livraison d'une [grande partie](#) des armes ayant équipé les factions jihadistes anti-Assad, dans le cadre de la méconnue [opération Timber Sycamore](#) ; Ben Rhodes reconnut également que le cabinet Obama avait fait preuve de « [schizophrénie](#) » en classant le Front al-Nosra sur la liste des organisations terroristes, alors que cette branche d'al-Qaïda en Syrie représentait selon lui « [un gros morceau](#) » de l'opposition soutenue par Washington et ses alliés contre Damas.

On ne le répètera jamais assez, mais ce *blacklisting* du Front al-Nosra par le Département d'État fut annoncé en [décembre 2012](#), c'est-à-dire dans une période où le futur « État Islamique » et al-Nosra ne formaient qu'une [seule et unique](#) entité. Durant [cette année 2012](#), et pendant les cinq années suivantes, le gigantesque trafic d'armes et de munitions chapeauté par la CIA, le GIP saoudien et leurs alliés [équipa massivement](#) cette vaste

mouvance islamiste. Dans un [ouvrage récent](#), j'explique en détail cette guerre de l'ombre en Syrie, et pourquoi elle peut être considérée comme le principal facteur de la militarisation de la [nébuleuse jihadiste](#) anti-Assad, y compris de l'« [État Islamique](#) ». À travers ce livre, des centaines de sources et des dizaines de témoignages exclusifs de chercheurs et d'anciens hauts responsables occidentaux le confirment.

Ces experts qui omettent *Timber Sycamore* dans leurs analyses du conflit syrien

Or, certains des plus grands spécialistes du monde arabe ont décrit ce conflit comme si cette guerre de l'ombre menée par la CIA et ses partenaires pour renverser Bachar el-Assad n'avait jamais existé. Parmi eux, nous pouvons mentionner le grand reporter Gérard Chaliand, qui affirma sur Arte en juillet dernier que l'Occident n'avait « [pas fait la guerre](#) », occultant ainsi le soutien continu de la rébellion anti-Assad par [la CIA](#), [le MI6](#) et [la DGSE](#) entre 2012 et 2017 – en appui des opérations de leurs alliés [turcs](#) et [moyen-orientaux](#). Pour citer à nouveau Jean-Pierre Filiu, il déclara que les puissances occidentales avaient fait « [\[m\]oins que rien](#) » pour renverser Assad, que les États-Unis n'avaient fait [confiance](#) « *qu'à des guérillas [kurdes] de type léninistes* » au Levant, et que le gouvernement syrien avait volontairement soutenu Daech [en libérant](#) « *des centaines de détenus jihadistes qui [allaient] grossir les rangs de l'“État Islamique”* » en mai 2011 – bien que ce groupe n'opérait pas encore en Syrie, du moins jusqu'en [août](#) de cette même année. Dans un autre média, il affirma qu'Abou Bakr al-Baghdadi était « [\[p\]rotégé par Assad](#) », un argument contestable puisqu'il se cachait alors en Irak ; dans *Le nouveau magazine littéraire*, il déclara que la libération de salafistes par Damas en mai 2011, suivi du pilonnage de zones rebelles, avait [permis à Daech](#) de « *proclamer en avril 2013 son “État islamique” dans la ville syrienne de Raqqa, avec l'appui de réseaux qui soutenaient jusqu'alors le régime Assad.* » Il serait intéressant de connaître ses sources, car cette hypothèse d'une collusion entre Daech et Damas a été réfutée par [différents experts](#) américains. Comme une majorité de spécialistes, de responsables politiques et de journalistes occidentaux, Jean-Pierre Filiu oublia de mentionner la [gigantesque](#) opération *Timber Sycamore* dans sa description du conflit, et ce malgré l'impact décisif de cette campagne dans la montée en puissance de l'« [État Islamique](#) » en particulier, et de la [nébuleuse jihadiste](#) anti-Assad en général. Au contraire, il accusa Damas d'avoir soutenu Daech.

À mesure que cette opération de la CIA, des services saoudiens et de leurs alliés [s'intensifiait](#), s'est construite en Occident une légende voulant qu'Assad aurait cyniquement [déclenché le jihad](#) en Syrie pour discréditer l'opposition. Considéré comme l'un des plus grands experts du Moyen-Orient, Gilles Kepel a repris à son compte cet argument dans son [dernier ouvrage](#), en précisant toutefois qu'il s'agissait d'une « [hypothèse](#) ». Selon lui, l'amnistie décrétée par Bachar el-Assad [au printemps 2011](#) « *se traduit par [la libération] de très nombreux détenus appartenant à la mouvance islamiste – Frères musulmans, salafistes et jihadistes. (...) Eu égard à l'omniprésence des manipulations imputées aux services de renseignement en Syrie* » – un argument pour le moins fragile pour démontrer une éventuelle collusion entre Daech et Damas –, « *l'hypothèse a été souvent émise que le calcul des hommes de l'ombre prévoyait la montée en puissance rapide des plus radicaux à la tête du soulèvement, facilitant sa diabolisation par le régime qui espérait ainsi retrouver le soutien de la population.* » Or, si cette « *hypothèse* » est considérée comme une vérité dans le débat public occidental, le livre dont je suis l'auteur démontre en quoi qu'elle est hautement critiquable. Précisons alors que mon ouvrage ne cherche pas à dédouaner Bachar el-Assad et ses alliés de leurs crimes, qui sont [abondamment documentés](#) et

totallement condamnables – comme je le répète dans [mon livre](#). Néanmoins, accuser le gouvernement syrien d’avoir soutenu la mouvance islamiste qui souhaitait le renverser nécessite des preuves abondantes et solides, pas des hypothèses et des supputations.

Dans son ouvrage, Gilles Kepel souligne plus pertinemment les responsabilités financières des pays du Golfe dans l’essor de la nébuleuse jihadiste anti-Assad, [en rappelant](#) que le « *rôle des soutiens étrangers de la rébellion continu[a] de son côté à la faire évoluer, au gré des financements tant publics que privés originaires de la péninsule Arabique, dont le montant estimé par la plupart des observateurs dépasse le milliard de dollars annuels* ». Comme je l’explique dans [mon livre](#), ces financements auraient pu totaliser plusieurs [dizaines de milliards de dollars](#) et, contrairement à ce qui est souvent affirmé en Occident, ces politiques de soutien aux jihadistes anti-Assad n’étaient pas menées par les seules pétromonarchies. Au contraire, elles étaient connues dès l’[automne 2012](#) par les chancelleries occidentales, qui ont malgré tout ordonné à leurs services spéciaux de les [appuyer clandestinement](#). Dans son livre, Gilles Kepel affirme pourtant que les « *soutiens occidentaux* » de l’opposition anti-Assad « *s’aveugleront volontairement sur sa dimension jihadiste et salafiste qui ira croissant. Ils lui préféreront des métaphores transhistoriques vulgaires faisant notamment de “la Syrie notre guerre d’Espagne”.* » Selon lui, « *pareille lecture dominera l’interprétation de la rébellion tant à Washington sous la présidence de Barack Obama qu’à Paris sous celle de François Hollande* ».

Abondamment documenté, [mon ouvrage](#) démontre qu’au contraire, le ministre des Affaires étrangères français Laurent Fabius et le secrétaire d’État John Kerry étaient parfaitement au courant de ces dynamiques. En effet, selon Georges Malbrunot et Christian Chesnot, le premier [aurait fermé les yeux](#) sur l’infiltration des réseaux de financement du jihad syrien par les services qataris et saoudiens, et son homologue américain reconnu en septembre 2016 que Daech était perçu [durant l’été 2015](#) comme un moyen de pression pour contraindre Assad à quitter le pouvoir – al-Nosra et ses alliés jouant alors le même rôle [à Lattaquié](#). Au niveau présidentiel, François Hollande se serait méfié durant l’été 2013 des volontés saoudiennes d’armer massivement [les jihadistes](#), et Barack Obama refusa continuellement de livrer des [missiles anti-aériens](#) aux rebelles de peur qu’ils ne commettent des attentats contre des avions civils. Il n’en demeure pas moins que ces deux Présidents ont continué d’exiger le départ de leur homologue syrien [jusqu’en 2016](#), après avoir accepté pendant plusieurs années d’accroître l’[aide clandestine](#) à une rébellion pourtant [étroitement liée](#) à la nébuleuse jihadiste. Le fait de nier la connaissance de ces processus au sein des chancelleries occidentales permet de gommer leur soutien inavouable pour ces politiques, qui s’est matérialisé par la guerre de l’ombre de [la CIA](#), [du MI6](#), de [la DGSE](#) et de [leurs alliés régionaux](#) en Syrie – une opération que j’analyse en détail [dans mon livre](#).

Selon le *Washington Post*, *Timber Sycamore* a conduit Daech aux portes de Damas

On a notamment pu observer les effets de cette stratégie clandestine au printemps 2015, à l’occasion de la prise d’Idleb et de sa province par une coalition de milices dominée par des milliers de jihadistes du [Front al-Nosra](#) et d’[Ahrar al-Sham](#). Selon [plusieurs experts](#), la CIA et ses partenaires occidentaux et moyen-orientaux appuyèrent cette offensive depuis le Sud de la Turquie, en aidant notamment leurs alliés sunnites à [livrer massivement](#) des missiles antichar TOW de fabrication américaine. À l’époque, cette offensive victorieuse de la rébellion faisait craindre à Damas la [chute de Lattaquié](#), qui est le fief ancestral de Bachar

el-Assad. Au Sud du pays, les rebelles soutenus dans le cadre de *Timber Sycamore* menaçaient également de prendre la capitale syrienne durant l'été 2015, comme le *Washington Post* le rappela [en juillet 2017](#). Or, le journaliste à l'origine de cet article oublia de mentionner le fait que les factions progressant alors vers Damas et Lattaquié étaient respectivement l'« [État Islamique](#) » et une coalition de groupes armés menée par le [Front al-Nosra](#). Au final, en janvier 2019, les médias occidentaux et leurs spécialistes déplorèrent la prise de contrôle d'Idleb par l'organisation [Hayat Tahrir al-Sham](#) (HTS), dont l'ancien nom est le Front al-Nosra. Ils oublièrent pourtant de préciser le [rôle central](#) de la CIA et de ses alliés dans la prise initiale de cette province par la branche d'al-Qaïda en Syrie et ses soutiens, au printemps 2015. En décembre dernier, de nombreux [experts](#) et [responsables politiques](#) se sont émus de la décision surprise de Trump d'évacuer les troupes du Pentagone du Nord de la Syrie. Mais ils ne mentionnèrent pas le fait que les États-Unis, la France et leurs alliés y combattaient une milice initialement considérée par le [cabinet Obama](#), le [gouvernement Netanyahu](#) et l'[Arabie saoudite](#) comme un moyen de pression contre Assad et ses alliés du Hezbollah et de l'Iran. En clair, la majorité de nos observateurs se focalisent aujourd'hui sur la débâcle stratégique occidentale au Levant, mais ils en refoulent la cause la plus dérangeante, soit le soutien clandestin d'une constellation de groupes armés [pas aussi modérés](#) qu'ils nous ont été présentés depuis 2011.

Le « printemps syrien » a démarré il y a huit ans, et la militarisation de cette révolte fut observée à partir de l'[été 2011](#). [Dès lors](#), après avoir décrété qu'Assad devait partir, les puissances occidentales [ont consciemment appuyé](#) leurs alliés [sunnites](#) et [israéliens](#) dans la déstabilisation de ce pays, à travers leur soutien [croissant](#) et [massif](#) des forces jihadistes qui gangrénaient la rébellion – la CIA et ses financeurs saoudiens jouant un [rôle central](#) dans ce processus. En Europe comme aux États-Unis, ces faits dérangeants sont en train de tomber dans l'oubli, et les gouvernements occidentaux ayant mené cette guerre secrète sont décrits par une majorité d'experts et de journalistes comme des directions politiques immobilistes, en ce qu'elles n'auraient « [rienfait](#) » pour renverser Bachar el-Assad. Dans le but de clarifier ce sombre épisode de notre Histoire commune, j'ai tenté de démontrer le contraire dans [mon livre](#), en accumulant des centaines de preuves du caractère délibéré, coordonné et prémédité de cette opération des malnommés « Amis de la Syrie », parmi lesquels la France, les États-Unis et la Grande-Bretagne jouaient un rôle moteur. De ce fait, sachant que cette opération vient d'être [complètement occultée](#) dans les médias occidentaux à l'occasion des huit ans du « printemps syrien », je vous encourage à diffuser cet article le plus largement possible. En effet, nos autorités doivent prendre leurs responsabilités et ne plus nous cacher cette vaste [guerre de l'ombre en Syrie](#), qui a eu des [conséquences désastreuses](#) pour le peuple de ce pays.

Maxime Chaix

Biographie :

Auteur du livre [La guerre de l'ombre en Syrie](#), paru en mars 2019 aux éditions Erick Bonnier, [Maxime Chaix](#) est essayiste, traducteur et journaliste. Spécialisé dans les domaines du renseignement, des opérations clandestines, des questions stratégiques, de la politique étrangère américaine et du jihadisme, il est titulaire d'un Master 2 « [Histoire, théorie et pratique des droits de l'Homme](#) ». En 2015, il a lancé son [propre site](#) afin de regrouper ses différents articles et traductions. Depuis 2014, il a notamment écrit pour [MiddleEastEye.net](#), [Paris Match](#), [GlobalGeoNews.com](#), [dedefensa.org](#), [Le Devoir](#) et le [Club de Mediapart](#).

La source originale de cet article est [Le courrier des stratèges](#)

Copyright © [Maxime Chaix](#), [Le courrier des stratèges](#), 2019

Articles Par : [Maxime Chaix](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca